



N° 2025-013

ARRÊTÉ
DE STATIONNEMENT
Parking Vival

Le Maire de la Commune de Valleiry,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1 et suivants ainsi que les articles L2213-1 à L2213-6,

VU le Code de la Route et notamment son livre IV

VU la loi N° 82-213 en date du 2 mars 1982, relative aux droits et obligations des communes, des départements et des régions,

VU l'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes modifié,

VU l'arrêté interministériel en date du 06 novembre 1992 modifié approuvant « l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre 1 – 8^{ème} partie : signalisation temporaire »,

VU la demande de la commune de Valleiry, représentée par son Maire, sollicitant l'autorisation d'occuper temporairement le Domaine Public communal à l'occasion de travaux d'élagage,

A R R E T E

Article 1^{er} : Du **mercredi 5 février à 6h au jeudi 6 février 2025 à 20h**, le stationnement sur les places indiquées sur le plan ci-joint seront réservés aux services techniques de la commune dans le cadre de travaux d'élagage.

Article 2 : Une signalisation temporaire, conforme aux dispositions du Code de la Route et à l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 précité, sera mise en place, entretenue et déposée par les services municipaux, afin d'assurer le bon déroulement et la sécurisation de la manifestation.

Article 3 : Les véhicules en infraction avec les dispositions de l'article 1 pourront faire l'objet d'une verbalisation par les services de l'ordre ainsi que d'un enlèvement en fourrière aux frais de leurs propriétaires.

Article 4 : Voies de recours : « Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le tribunal administratif de GRENOBLE dans un délai de deux mois suivant sa notification. Dans le même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision. Dans ce cas, le recours contentieux pourra être introduit dans les deux mois suivant la réponse (le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emporte rejet de la demande) ».

Article 5 : Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés, publié au recueil des actes administratifs et copie sera adressée à :

- Mr le Maire
- Le Commandant de la brigade de Gendarmerie de Valleiry,
- La Police pluri communale du Vuache,
- Le SDIS à Meythet,
- La Communauté de Communes du Genevois,
- Les services techniques de la commune,

Qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Valleiry, le

04 FEV. 2025



**Le Maire certifie sous sa responsabilité
Le caractère exécutoire de cet acte le **04.FEV.2025**
Après publication ou notification le **04.FEV.2025****